

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Appel de 27 membres du BN du PS

« Il n'y a pas qu'une seule politique possible »

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mardi 11 février 2014

Démocratie & Socialisme

Signataires

Pouria Amirshahi, Tania Assouline, Guillaume Balas, Marie Bidaud, Sandrine Charnoz, Pascal Cherki, Laurianne Deniaud, Stéphane Delpeyrat, Antoine Détourné, Julien Dray, Henri Emmanuelli, Anne Ferreira, Gérard Filoche, Olivier Girardin, Jérôme Guedj, Liêm Hoang--Ngoc, Frédéric Hocquard, Régis Juanico, Marie-Noëlle Lienemann, Marianne Louis, Frédéric Lutaud, Emmanuel Maurel, Delphine Mayrargue, Jonathan Munoz, Nadia Pellefigue, Paul Quilès Roberto Romero, Jean-François Thomas, Isabelle Thomas.

La période est instable. De l'extrême droite qui se rassemble derrière des slogans racistes et antisémites à la droite radicalisée qui remet en cause la légitimité du Président de la République à gouverner, un front des conservatismes se constitue. Cette situation appelle une réaction forte. Une réaction essentielle pour reprendre la main, faire reculer le chômage et engager pleinement la transition écologique. Et ne pas donner l'impression que, malgré l'arrivée de la gauche au pouvoir, les droites et leurs « valeurs » sont en dynamique.

De toutes nos forces nous voulons que la gauche réussisse. Dix ans de politique de droite ont profondément abimé notre pays. La crise a dévasté nombre de territoires, plongé des millions de familles dans l'angoisse de la précarité ou du chômage.

À l'occasion de la campagne présidentielle, François Hollande a, à juste titre, pointé la responsabilité historique du monde de la finance dans les difficultés que traversent notre pays et notre continent. Il avait porté haut et fort l'exigence d'une réorientation de la construction européenne, en dénonçant le caractère néfaste des politiques d'austérité. Pour sortir le pays du chômage de masse, il avait proposé une feuille de route qui n'oppose pas la production à la redistribution, l'offre à la demande, l'efficacité économique à la justice sociale.

Cette feuille de route, c'est toujours la nôtre

Cinq ans après la chute de Lehman Brothers, l'Union européenne subit toujours la crise et ses conséquences. Trois pays se trouvent encore sous assistance financière, le chômage atteint 12% dans la zone euro et la croissance est en berne.

C'est pourquoi nous continuons de penser qu'il est nécessaire de faire vivre la promesse de réorientation de la politique Européenne. Plus que jamais, la France doit créer les conditions d'un rapport de force favorable aux politiques de sortie de crise. La situation impose de nous dégager de la logique trop restrictive liée aux normes budgétaires et monétaires européennes.

La réduction des déficits préconisée par la Commission européenne a provoqué des coupes sombres dans des dépenses publiques et sociales essentielles. Surtout, ces « efforts » imposés aux populations n'ont pas permis de réduction de la dette publique. Elle est passée pour l'Union européenne à 27 de 62% du PIB en 2008 à 85% quatre ans plus tard. Loin de réduire la dette, l'austérité contribue à l'augmenter davantage.

Aujourd'hui, les critiques convergent pour remettre en cause des politiques socialement dangereuses et économiquement inefficaces. Les citoyens, mais aussi de grandes institutions comme le FMI, l'OCDE, le BIT, pointent l'urgence d'une relance coordonnée en Europe.

Dans ce contexte, les élections européennes revêtent une importance particulière. Refonte de la politique commerciale, instauration d'une taxe sur les transactions financières, lutte contre les paradis fiscaux, politique monétaire au service de l'économie réelle, harmonisation sociale et fiscale, relance de l'investissement par la transition énergétique notamment, meilleure répartition du travail, smic européen : les socialistes porteront ces exigences en mai prochain.

Mais nous serons d'autant plus crédibles pour le faire si nous avons administré la preuve, en France, qu'il n'y a pas qu'une seule politique possible.

Or en dépit de la salutaire rupture avec l'ère Sarkozy, l'orientation en matière de politique économique suscite des désaccords et des inquiétudes dans nos rangs.

Nous ne nous reconnaissons pas dans le discours qui tend à faire de la baisse des « charges » et du « coût du travail » la condition d'un retour de la croissance. Il n'y a pas de « charges » mais des cotisations sociales qui sont en réalité du salaire différé.

Et nous sommes inquiets quand nous découvrons que la baisse des cotisations promise aux entreprises s'accompagne d'une réduction de 50 milliards d'euros des dépenses publiques en trois ans, sans même savoir quels sont ceux qui en supporteront les conséquences. Ce qui risque de rogner sur le modèle social français dont les grands principes ont été établis à la Libération.

La focalisation exclusive sur la baisse du « coût du travail » ne constitue pas une réponse adaptée

Comme l'ensemble de l'Union européenne, la France souffre de la crise. Les libéraux, dont le patronat se fait le porte-parole, associent cette crise à un problème global de compétitivité engendré par une explosion du « coût du travail ». Cette lecture nous semble contestable.

Depuis le début des années 90, des centaines de milliards d'aides, d'exonérations, de subventions ont été distribuées sans aucun effet sur l'emploi et la compétitivité de nos entreprises. Pire, elles ont alimenté la rente au détriment des salaires et de l'investissement. Entre 1999 et 2008, alors que les firmes allemandes ont réduit leur taux de dividendes versées de 10%, leurs homologues françaises l'ont augmenté de près de 50%. Le « coût du capital » n'a jamais été aussi élevé.

L'industrie française se délite et les politiques libérales de ces 20 dernières années n'ont fait qu'en précipiter la chute, croyant pouvoir créer une « France sans usine », renonçant à toute politique industrielle ambitieuse. Le renouveau industriel nécessite un renforcement de notre « compétitivité hors-coût » qui ne sera rendue possible que par des aides ciblées et d'une réorientation des bénéfices de la rente vers l'investissement productif.

Or, on ne peut que constater la victoire de la finance sur la production. C'est la conséquence de la concentration de la richesse entre les mains d'un nombre de plus en plus petit. Aujourd'hui, alors que 10 % de la population concentre 60 % du patrimoine, les banques imposent aux entreprises des règles qui donnent la priorité à l'accroissement systématique des marges. Dès lors, il ne faut pas s'étonner du mouvement de concentration du capital (les quatre premières banques françaises ont un bilan équivalent à 400 % du PIB) et de financiarisation de l'économie.

Enfin, ne nous voilons pas la face. La finitude des ressources naturelles, la hausse inéluctable du prix des énergies

fossiles dont notre modèle de production et de consommation est dépendant, la stagnation de nos taux de croissance déconnectés du bien-être humain, nous obligent à imaginer un nouveau modèle de développement. De même, l'évolution des gains de productivité rend indispensable de réfléchir à une nouvelle répartition du travail. Mais ce nouveau modèle de développement est par définition antagoniste des logiques libérales, court-termistes, à l'oeuvre de nos jours.

Pour nous, la priorité doit donc être la suivante : favoriser l'emploi et l'investissement productif aux dépens de la rente.

Les préconisations avancées jusqu'à présent sont déséquilibrées.

Les socialistes se sont toujours refusés à opposer offre et demande, production et redistribution, bonne gestion des comptes publics et relance de l'économie. Les propositions contenues dans le « pacte de responsabilité » semblent s'écarter de cette position d'équilibre.

▶ 1) *L'objectif de baisse accélérée des dépenses publiques comporte des risques majeurs.*

Le Président de la République s'est engagé à ne pas toucher au modèle social français. Néanmoins, la priorité accordée aux 50 milliards d'euros d'économies en trois ans, nous fait craindre une réduction du périmètre d'intervention de l'Etat, nuisible aux politiques sociales existantes et au fonctionnement des services publics.

▶ 2) *le redressement n'est pas possible sans la justice*

À trop se focaliser sur « l'offre » et la « baisse des charges », le « pacte de responsabilité » risque de comprimer l'activité économique.

Par ailleurs, elle réduit considérablement nos marges de manoeuvres pour mener à bien des politiques ambitieuses dans le domaine de l'éducation, du logement ou de la culture. Comment continuer à soutenir l'effort de réinvestissement de l'Etat dans le domaine éducatif mené depuis le 6 mai, si les baisses de crédits y sont massives ? Comment soutenir l'exception culturelle si, pour la troisième année consécutive nous baissions le budget du ministère de la culture. Enfin, comment les collectivités territoriales pourront-elles continuer à être le premier investisseur public de notre pays, si elles doivent réaliser des coupes budgétaires massives ?

Notre pays doit partir de ses atouts : qualité de la main d'oeuvre, de ses services et infrastructures publics. Agir pour notre compétitivité, c'est penser dès maintenant le monde de demain et notre modèle de développement

C'est donc d'abord agir sur nos capacités productives (**montée en gamme**, sobriété énergétique de notre appareil productif, investissement dans les énergies renouvelables, utilité sociale) et sur nos infrastructures. Ainsi en 2011, les importations énergétiques pesaient 88% du déficit de notre balance commerciale, entamant d'autant la création d'emplois et les capacités d'investissement de nos entreprises.

L'investissement dans l'éducation, la formation, la recherche, la transition énergétique, sont autant de leviers pour une stratégie de développement durable à moyen et long terme. L'enchaînement des crises ces vingt dernières années témoigne d'un système court-termiste à bout de souffle, qui ne répond plus au double impératif d'efficacité

économique et de justice sociale. Cette option volontariste d'investissement que nous proposons est un moyen d'en sortir.

Mais cet effort serait vain si, faute de consommation, bon nombre d'entreprises n'avaient pas de carnets de commande remplis, si faute de « planification » les industriels n'avaient aucune vision de l'avenir, et si faute d'anticipation ils n'étaient pas au rendez-vous d'une reprise française et internationale.

Dès lors, nous pensons que, dans la mobilisation générale pour l'emploi décrétée par l'exécutif, la consommation populaire doit prendre toute sa place. Elle passe notamment par une réforme fiscale de grande ampleur, comme l'a d'ailleurs proposé le Premier ministre. Loin de s'opposer, redressement et justice vont de pair.

Obtenir un compromis social favorable au monde du travail

La social-démocratie suppose que le parti majoritaire à gauche soutienne les syndicats de salariés pour arracher un compromis au patronat.

Si le Président a été très clair sur les avantages accordés aux entreprises, les contreparties demandées restent floues. Il faudra plus qu'un « observatoire » pour imposer amélioration des conditions de travail, discussion sur les salaires, partage du travail ou multiplication des embauches. D'autant que le MEDEF, par la voix de son président, refuse de rentrer dans une logique de « donnant-donnant » qui serait pourtant la moindre des choses. En lien avec les déclarations présidentielles, nous insistons sur la double nécessité de ne pas alimenter la rente pour servir l'investissement productif et de faire bénéficier les salariés, par le biais de la rémunération notamment, d'une part de cette aide.

Il n'y aura pas de « compromis social » favorable aux salariés sans mobilisation du parti, des parlementaires, du mouvement social. Salaires, embauches, réduction et partage du temps de travail, droits des salariés, contrôle des licenciements abusifs, modalités de remboursement des aides en cas de non-respect des engagements, politique de redistribution des dividendes : dans tous ces domaines nous devons porter des exigences fortes.

Oui, nous devons les porter, et en toute liberté. Sachons nous désintoxiquer des institutions de la Vème République. Tout ne peut procéder d'un seul homme. Les débats politiques ne se règlent pas en brandissant la menace de mesures disciplinaires ou en mettant les parlementaires au pied du mur.

Le PS doit jouer pleinement son rôle. Pour la réussite de la gauche au pouvoir, il faut un Parti autonome, force de propositions, relais des aspirations mais aussi des mécontentements. C'est une des conditions de la réussite commune.

Cette réussite passe aussi par l'implication de la gauche dans toute sa diversité. Il n'y a aujourd'hui de salut pour la gauche française que dans la construction de convergences entre les forces politiques et sociales qui la composent. Au moment où une partie de la droite radicalisée fait jonction avec une extrême droite plus menaçante que jamais, le rassemblement de la gauche est une ardente obligation.

[Signer cette tribune](#)